

**FOURNITURE, INSTALLATION ET MISE EN SERVICE D'UN
SYSTEME DE CONTRÔLE D'ACCÈS POUR LE BÂTIMENT DU
GROUPE 3iL**

Appel d'offres ouvert, soumis aux dispositions des articles L.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5
et R 2124-2 1° du code de la commande publique.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (C.C.P.)

Marché de fournitures courantes et de services

Date limite de réception des offres : **VENDREDI 16 MAI 2025**

Heure limite de réception des offres : **12 h 00**

Lieu de réception des offres :

Profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : Objet de la consultation	3
ARTICLE 2 : Description des besoins	4
ARTICLE 3 : Visite obligatoire	7
ARTICLE 4 : Confidentialité	7
ARTICLE 5 : Pénalités	8
ARTICLE 6 : Résiliation du marché	8
ARTICLE 7 : Litiges	9
ARTICLE 8 : Annexes	9

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION

1.1 – *Objet et contexte du marché*

Le présent marché concerne la fourniture, l'installation et la mise en service d'un **système de contrôle d'accès sécurisé** pour le **bâtiment du Groupe 3iL**, situé au **43 rue Sainte-Anne, BP834, 87000 Limoges**.

L'objectif est de **sécuriser et contrôler l'accès au bâtiment, salles de cours, bureaux et des zones sensibles** en intégrant :

- Lecteurs NFC & QR Code (badges MIFARE® DESFire minimum EV2)
- Portiques en verre automatiques pour un contrôle fluide des entrées
- Serrurerie connectée : béquilles intelligentes et cylindres électroniques
- Système de comptage des personnes en temps réel
- Connexion avec Active Directory pour la gestion des droits
- API pour l'automatisation de l'accès aux salles (compatibilité Hyperplanning)
- Intégration avec la vidéoprotection Synology et le SSI Siemens
- Gestion des alertes téléphoniques et notifications SMS/e-mail

Le système doit être **centralisé via un logiciel de gestion dédié** et garantir **une haute disponibilité**, avec un suivi des accès, des alertes et une traçabilité complète des entrées/sorties.

1.2 – *Mode de passation*

Le présent marché est passé avec publicité et mise en concurrence selon la procédure de l'appel d'offres ouvert soumise aux dispositions des articles L.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 et R 2124-2 1° du code de la commande publique.

Classification principale CPV : **42961100-1 : Système de contrôle des accès**.

Il s'agit d'un marché unique.

Le marché n'est pas alloti.

La date limite de remise des offres est fixée au **VENDREDI 16 MAI 2025 à 12h00**.

1.3 – *Durée du marché – Délais d'exécution*

Le présent marché est conclu à compter de sa notification au titulaire retenu.

Le prestataire s'engage à livrer les badges et imprimantes pour le 15 septembre 2025 au plus tard.

Le reste des installations devra être opérationnel au cours du dernier trimestre 2025.

1.4 – *Variantes*

Variante obligatoire à l'initiative de l'Acheteur

Outre son offre de base (badges vierges), le soumissionnaire **devra** chiffrer la prestation suivante : **fourniture de badges personnalisés avec une face avec le logo de l'école**.

Si le soumissionnaire ne répond pas à la variante obligatoire, son offre sera automatiquement éliminée.

Cette variante obligatoire sera notée selon les mêmes critères d'évaluation que l'offre de base et devra être clairement identifiée dans le DPGF et l'acte d'engagement.

Variante facultative

Les candidats pourront proposer des variantes techniques mais ils devront en premier lieu répondre à l'offre de base.

Le cas échéant, la (les) variante(s) sera (seront) notée(s) selon les mêmes critères d'évaluation que l'offre de base.

Elles devront être clairement indiquées sur le formulaire ATTRI 1 dédié (autant d'actes d'engagement que de propositions).

ARTICLE 2 – DESCRIPTION DES BESOINS

2.1. Fourniture et Installation du Système de Contrôle d'Accès

2.1.1. Centrales de Contrôle d'Accès

- Fourniture et installation d'une centrale IP de gestion des accès, connectée aux passerelles via un bus RS485 ou équivalent.
- Câblage depuis les baies réseau les plus proches.
- Intégration avec le logiciel de gestion des accès (voir §3.2).

2.1.2. Lecteurs de Badges NFC & QR Code

- Installation de lecteurs compatibles NFC (MIFARE® DESFire minimum EV2) et QR Code sur toutes les entrées stratégiques (3 entrées)
- Gestion des accès par smartphone via QR Code temporaire.
- Synchronisation en temps réel des permissions via Active Directory.

2.1.3. Distribution des Badges d'Accès

- 1500 badges MIFARE® DESFire minimum EV2 fournis (variante obligatoire : badges personnalisés avec le logo de l'école sur une face)
- Personnalisation via 2 imprimantes duplex à badges.
- Encodage des badges via 3 lecteurs USB dédiés.

2.2. Portiques Automatiques

Installation de **6 portiques d'accès automatiques** :

Portiques en verre automatiques (pas de tourniquets).

Esthétique moderne : Image haut de gamme et innovante pour l'école.

Confort et fluidité : Passage plus facile, notamment pour les PMR et les équipements.

- 1 portique principal PMR au niveau 0
- 1 portique entrée foyer niveau 0
- 4 portiques au niveau 1

- Chaque portique sera équipé de :
 - Lecteurs NFC et QR Code en entrée/sortie.
 - Système de comptage des personnes intégré.
 - Détection des tentatives de passage en force.
 - Connexion au logiciel centralisé pour suivi en temps réel.
- Prévoir un plan de secours en cas d'incident majeur tels que coupures électriques par exemple (PCA, PRA...)

⚙ Travaux annexes :

- Passage des câbles d'alimentation des portiques.
- Configuration et tests avant mise en service.

2.3. Sécurisation des Portes et Serrurerie Connectée

2.3.1. Installation de Béquilles et Cylindres Connectés

- 107 portes équipées de béquilles et cylindres électroniques (pas de câblage électrique, cylindres sur batterie/pile). 3 cylindres de secours.
- Connexion au réseau via passerelle RS485.
- Déverrouillage de secours possible via cylindre mécanique.

2.3.2. Remplacement des Serrures et Ferme-Portes

- 87 serrures à larder remplacées par des modèles compatibles.
- Pose de 20 demi-ensembles pour portes secondaires complets (serrure + cylindre + béquille).
- 20 remplacements de serrures et ferme-portes particuliers (entrées, logistique, fablab, foyer, amphi)
- Installation de ferme-portes automatiques.

2.4. Intégration avec la Sécurité du Bâtiment

2.4.1. Connexion avec la Vidéosurveillance

- Interconnexion avec les caméras du bâtiment pour afficher un flux en temps réel en cas de détection suspecte.
- Archivage des enregistrements liés aux événements d'accès.
- Consultation des vidéos via l'interface de gestion des accès.

2.4.2. Interface avec le Système d'Alarme SSI Siemens

- Déverrouillage automatique des issues de secours en cas d'alarme incendie.
- Activation de zones de confinement en cas d'incident de sécurité.
- Envoi instantané d'alertes par téléphone

3. Exigences techniques

3.1. Technologies d'Accès

Badges NFC MIFARE® DESFire minimum EV2, encryptés pour sécurité maximale.

QR Codes temporaires

Capteurs de comptage aux entrées principales.

AO n°20251605 - CCP

3.2. Logiciel de Gestion onpremises

Fonctionnalités attendues :

- Interface centralisée intuitive.
- Gestion dynamique des droits d'accès.
- Génération de QR/Codes provisoires
- Connexion avec Active Directory (mise à jour en temps réel).
- Afficher le nombre de personnes sur site à l'instant T
- API - Hyperplanning (ouverture/fermeture automatique des salles).
- Génération de rapports de fréquentation et incidents.

4. Installation et mise en œuvre avec l'attributaire

4.1. Plan d'Installation

- ◆ **Phase 1 : Visite obligatoire, Audit et étude technique** (câblage, réseau, compatibilité).
- ◆ **Phase 2 : Installation physique** des équipements.
- ◆ **Phase 3 : Configuration et tests** (connexion Active Directory, SSI Siemens, API Hyperplanning).

4.2. Formation des Utilisateurs

Formation assurée pour :

- Administrateurs / DSI / Logistique
- Personnel administratifs (badges, création des accès)

5. Maintenance et support

Contrat de maintenance

Assistance technique.

Mises à jour logicielles régulières.

Intervention rapide en cas de panne.

Continuité du service assurée

6. Proposition financière

Le prestataire devra fournir un **devis détaillé**, incluant :

- **Coût des équipements** (portiques, cylindres, lecteurs NFC, caméras, capteurs).
- **Frais d'installation et de mise en service.**
- **Contrat de maintenance**

ARTICLE 3 – VISITE OBLIGATOIRE

Une visite du site est obligatoire avant toute remise des offres afin de permettre aux candidats de chiffrer au plus juste les prestations et de déterminer l'organisation nécessaire pour leur exécution.

Les candidats pourront ainsi se rendre compte sur place des prestations à effectuer et ne pourront arguer d'une méconnaissance des lieux pour limiter leurs interventions ultérieurement.

Le titulaire aura ainsi estimé toutes les difficultés inhérentes au marché et ne pourra prétendre à aucune indemnité supplémentaire pour défaut d'information. De même, il ne pourra arguer des imprécisions, d'erreurs, omissions ou contradictions du présent cahier des charges pour justifier une demande de supplément.

La proposition remise par le soumissionnaire devra comprendre toutes les tâches accessoires, de quelque nature qu'elles soient, nécessaires au complet achèvement des prestations.

Une attestation de visite sera remise aux candidats à l'issue de la visite. **L'attestation de visite devra être remise avec l'offre.**

Les dates de visite sont :

- **Vendredi 11 avril 2025 matin**
- **Mercredi 16 avril 2025 matin**
- **Vendredi 18 avril 2025 matin**
- **Mardi 6 mai 2025 matin**

La prise de rendez-vous se fera auprès de M. OULAD MOUSSA dont les coordonnées figurent à l'article 8 du RC joint au dossier de consultation.

ARTICLE 4 – CONFIDENTIALITE

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants et fournisseurs, au secret professionnel et à l'obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, données, illustrations, maquettes dont il a ou aura connaissance au titre de l'exécution du présent marché.

Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise d'informations et/ou de données, sur quelque support que ce soit, à des tiers sans accord préalable du Groupe 3iL.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire Le Groupe 3iL à résilier le marché aux torts du titulaire, aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles demandées par le Groupe 3iL au titulaire, au titre de l'article 1348 du Code Civil (sans préavis ni indemnités).

Le Groupe 3iL s'engage à ne divulguer, par quelque moyen que ce soit, aucune information reçue de la société et signalée par elle comme confidentielle.

Le titulaire s'engage à reconstituer, à ses frais, les informations qui seraient perdues ou rendues inutilisables de son fait.

ARTICLE 5 - PENALITES

5.1. Pénalités de retard

En application des dispositions de l'article 14 et suivants du CCAG-FCS, les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 22.4.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 3\,000 ;$$

Dans laquelle :

- P = le montant de la pénalité ;
- V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;
- R = le nombre de jours de retard.

A compter de la notification de la demande de paiement rectifiée par le pouvoir adjudicateur (faisant apparaître le montant détaillé des pénalités et leur mode de calcul), le titulaire dispose d'un délai de 7 jours pour présenter ses observations par écrit au maître d'ouvrage. Passé ce délai, le silence vaut acceptation.

Une fois le montant des pénalités déterminé, il est procédé à leur révision. Elles sont ensuite déduites du montant du marché actualisé ou révisé TTC.

Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros HT pour l'ensemble du marché.

5.2. Autres pénalités spécifiques

Les manquements aux obligations contractuelles entraîneront des mesures de substitution ou la résiliation du présent contrat.

ARTICLE 6 - RESILIATION DU MARCHE

Le marché pourra être résilié dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG/FCS.

L'inexactitude des renseignements prévus aux articles R.2143-3, R.2142-3, R.2142-4, R.2143-11, R.2143-12, R.2143-16 du code de la commande publique, l'infraction caractérisée aux clauses contractuelles peuvent entraîner, par décision du pouvoir adjudicateur, la résiliation du marché.

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le pouvoir adjudicateur, des documents nécessaires à la candidature initiale de toute personne juridique, complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal. Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance.

Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au pouvoir adjudicateur.

Dans le cas où le titulaire ne respecterait pas les obligations contractuelles du présent marché, le Groupe 3iL sera en droit de résilier le marché de plein droit sans mise en demeure préalable.

La résiliation sera notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle prendra effet le lendemain du jour de la réception par le titulaire de la notification de la décision du Groupe 3iL.

Par ailleurs, le Groupe 3iL se réserve le droit de mettre fin à la procédure (à tout moment de celle-ci) pour des motifs d'intérêt général.

ARTICLE 7 – LITIGES

En cas de litige qui n'aurait pu être réglé à l'amiable, il est fait attribution de juridiction au :

Tribunal Administratif de Limoges - 2 cours Bugeaud 87000 LIMOGES - (Tél : 05 55 33 91 55)

ARTICLE 8 – ANNEXES

Annexe 1 : Plans